

Les petits pavillonnaires : perdus pour la gauche ?

Marie Cartier, Isabelle Coutant, Olivier Masclet et Yasmine Siblot

Les propriétaires modestes de pavillons de banlieue seraient de plus en plus tentés par un vote à droite et à l'extrême-droite. Loin des raccourcis sur le repli sur soi des périurbains, une enquête menée en 2007 nuance fortement ce constat, soulignant à la fois le civisme de ces habitants et le rôle du contexte local dans la formation de leurs préférences électorales.

La présidentielle de 2007 a révélé un fort contraste électoral entre les « pavillons » et les « cités » : alors que les pavillonnaires ont majoritairement voté en faveur de Nicolas Sarkozy, les habitants des quartiers HLM ont eux plus souvent choisi Ségolène Royal. Cette opposition a été commentée par la presse tant ce penchant à droite des pavillonnaires ne fait au fond que renforcer l'image déjà classique de ces petits propriétaires comme acquis à l'ordre établi ou disposés au conservatisme politique. Dès le XIX^e siècle, la propriété individuelle est, en effet, défendue par les milieux patronaux, et par les catholiques sociaux, comme un mode de moralisation des familles ouvrières, valorisant l'effort et le mérite individuel, alors qu'elle est dénoncée par les socialistes comme un leurre. Pierre Bourdieu a très bien montré que le tournant de la politique du logement, dans les années 1970, avait été pris notamment pour des raisons électorales : il s'agissait d'encourager la préférence des ménages modestes pour la maison individuelle dans l'objectif de lutter contre le « collectivisme »¹. D'où, sans doute, le portrait peu amène de ces petits pavillonnaires qu'on retrouve fréquemment dans la littérature sociologique. Cette image ne va pourtant pas de soi, comme l'a souligné Susanna Magri² et comme le confirme notre enquête dans un quartier pavillonnaire de Gonesse (Val-d'Oise), habité par plusieurs générations de ménages que nous avons qualifiés de « petits-moyens »³.

Un vote variable, mais une stabilité : le civisme électoral

Dans ce quartier des Peupliers, comme dans d'autres quartiers de pavillons, Nicolas Sarkozy est bien arrivé en tête des élections présidentielles, recueillant 35 % des suffrages au premier tour et 53 % au second. En amont de ce scrutin, les résultats électoraux des années 1990 à 2000 aux Peupliers sont également marqués par la montée d'un vote de droite et d'extrême-droite. Cependant, en examinant de près la succession des élections récentes, et *a fortiori* en remontant sur plusieurs décennies, les pratiques électorales des habitants apparaissent plus complexes et contrastées. Il faut donc insister sur le risque d'erreur qu'il y a à homogénéiser le vote des pavillonnaires et à le figer

¹ Voir le numéro des *Actes de la recherche en sciences sociale* consacré au logement, n° 81/82, mars 1990.

² S. Magri. 2008. « Le pavillon stigmatisé. Grands ensembles et maisons individuelles dans la sociologie des années 1950 à 1970 », *L'Année sociologique*, 58, n° 1, p. 171-202.

³ Le terme de « petits-moyens », repris des propos d'une enquêtée, nous a paru pertinent pour désigner les ménages formant la majeure partie des habitants de ce quartier au fil des générations : des ménages d'origine populaire ayant connu une trajectoire de petite ascension sociale tendant à les rapprocher des classes moyennes sans les y inscrire totalement. Nous renvoyons à notre ouvrage : M. Cartier, I. Coutant, O. Masclet et Y. Siblot. 2008. *La France des « petits-moyens »*. Enquête sur la banlieue pavillonnaire, Paris : La Découverte.

comme vote de droite : c'est s'interdire de réfléchir aux conjonctures et aux facteurs complexes qui décident du positionnement des électeurs et qui favorisent aujourd'hui leur droitisation.

En effet, on a longtemps eu affaire à un quartier qui n'était ni « de droite », ni « de gauche ». Les générations qui s'y sont succédé ont été partagées électoralement, et le quartier a souvent basculé d'un scrutin à l'autre. À Gonesse, le parti communiste a longtemps été bien implanté, notamment grâce aux petits pavillonnaires qui votaient pour lui jusqu'au milieu des années 1970. Le parti socialiste est devenu la première force politique dans les années 1980. Le maire socialiste élu en 1995 l'a été pour partie grâce aux voix des électeurs des Peupliers, et, en 2008, il arrive toujours en tête dans sa commune et en particulier dans ce quartier. Ainsi, ce qui fait l'identité politique des Peupliers, c'est moins son orientation (puisqu'on peine à dégager de grandes tendances sur le long terme) que son « civisme » (c'est-à-dire l'importante participation électorale). Le contraste avec les quartiers populaires caractérisés par une abstention élevée est, sur ce plan, saisissant : depuis les années 1970, les écarts de taux de participation entre les bureaux de vote des Peupliers et ceux des cités HLM voisines sont de l'ordre de 10 points. Ce civisme électoral élevé et durable constitue un indicateur fort du positionnement social de ces pavillonnaires : il exprime chez ces ménages la volonté d'avoir prise sur leur environnement social et politique, de la même manière qu'ils sont parvenus à avoir prise sur leur trajectoire ascendante.

L'explication du vote à droite : entre trajectoires sociales et contexte local

Comment comprendre, alors, dans ce contexte de fort civisme et de diversité des préférences électorales, l'émergence du vote pour le Front national dans les années 1980 ? Cette percée s'opère dès les européennes de 1984 et marque le début d'une progression continue durant plus de 20 ans, avec des percées fréquentes au-dessus de 25 %. Ce vote s'inscrit, bien entendu, dans un contexte national, mais il repose également sur des facteurs sociaux propres à la commune et au quartier. Plusieurs travaux ont montré que le déclassement subi dans les années 80 et 90 joue un rôle central dans le développement du vote d'une partie des ouvriers et des employés à l'extrême-droite⁴. En ce qui concerne les « petits-moyens » des Peupliers, ils ne sont pas affectés par le déclassement et la précarisation au même degré que les familles d'ouvriers et d'employés des cités, mais leur fragilisation est toutefois présente tant au sein du monde du travail que du fait des incertitudes quant au devenir scolaire et professionnel des enfants. Le départ de voisins anciens, remplacés par des « nouveaux », notamment des immigrés réfugiés de Turquie perçus comme tirant le quartier « vers le bas », a produit chez les anciens habitants un fort sentiment de déclassement statutaire qui a nourri, pour certains, un discours xénophobe parfois virulent. Mais ce discours et ce vote ont également été alimentés par des facteurs locaux proprement politiques. L'équipe municipale de droite à la tête de la commune dans les années 1980 a contribué à légitimer l'extrême-droite et ses discours sur l'immigration. Elle s'est régulièrement « élargie », intégrant des personnalités proches du FN et elle a stigmatisé activement et ostensiblement les familles « turques » par la mise en place d'une politique de préemption des maisons mises en vente aux Peupliers, afin de limiter leur installation. C'est dans ce contexte qu'il faut analyser le succès de Nicolas Sarkozy à la présidentielle de 2007.

Nicolas Sarkozy capte une partie de l'électorat frontiste et distance la candidate socialiste de 7 à 12 points selon les bureaux de vote (alors qu'elle le dépasse de plus de 20 points dans la cité voisine). Les employés du privé se sont en particulier nettement prononcés en faveur du candidat de l'UMP⁵. Ce vote manifeste à la fois un désir d'ordre et une condamnation des « assistés » : les petits propriétaires situés juste au seuil des classes moyennes se sont reconnus dans le discours libéral de

⁴ Pour une analyse de cette évolution sur la longue durée, voir : S. Beaud et M. Pialoux. 1999. *Retour sur la condition ouvrière*, Paris : Fayard, et leur article : « Pourquoi la gauche a-t-elle perdu les classes populaires ? Petit retour sur l'histoire », in *À gauche !*, Paris : La Découverte, 2002 ; et M. Simon et G. Michelat. 2004. *Les ouvriers et la politique*, Paris : Presses de Sciences Po.

⁵ Analyse d'un questionnaire « sortie des urnes » administré le 22 avril 2008 aux Peupliers.

Nicolas Sarkozy valorisant les « méritants », le reprenant à leur compte pour mieux se distinguer des bénéficiaires des aides sociales, et en particulier des immigrés et des « Turcs ». Mais, paradoxalement, la population cible de ces discours, la population réfugiée de Turquie, est finalement portée au même type de positionnement dans une logique similaire : elle aussi souhaite se distinguer des « mauvais » immigrés, faire preuve de son intégration dans la société française, et elle a majoritairement voté pour le candidat de l'UMP.

Des tentatives de mobilisation locale à gauche

Deux éléments importants ressortent de notre enquête : d'une part, contrairement à des représentations hâtives, les nouveaux clivages n'opposent pas nécessairement « Français » et « immigrés », et doivent aussi être analysés en référence à des positions et des trajectoires sociales finement caractérisées. D'autre part, l'accentuation des tensions entre habitants n'exclut pas de nouvelles formes de mobilisations formelles ou informelles pour l'amélioration des relations de voisinage ou la valorisation du quartier.

Une partie des anciens habitants, par exemple, manifeste des formes de soutien envers les nouveaux arrivés, notamment des familles immigrées, que ce soit au sein de la sociabilité de voisinage (invitations, petits cadeaux, organisation d'une « fête des voisins »), ou dans le cadre d'associations (par exemple, le Secours catholique organise du soutien scolaire pour les enfants). Certains habitants arrivés au cours des années 1990 et 2000 ont enfin investi les instances créées par la municipalité socialiste dans le cadre de la démocratie participative locale (conseil de quartier et « bureau de quartier » qui se réunit régulièrement pour préparer les séances plénières). Les réunions permettent tout à la fois de discuter des projets de la mairie et de centraliser les doléances (sur les problèmes de stationnement, de circulation, de petite délinquance). Ainsi, Isabelle Fayard, élue municipale socialiste depuis 2001, médecin scolaire, participe au bureau de quartier. Âgée d'une quarantaine d'années, issue de l'immigration italienne, ayant grandi dans une commune minière de l'est de la France, elle s'est particulièrement engagée dans un projet de création de centre social. L'un des jeunes d'une famille de réfugiés de Turquie, Paul Günes, étudiant en droit âgé de 27 ans, s'est, lui aussi, investi dans le bureau de quartier dans l'idée de lutter contre la stigmatisation dont sa communauté fait l'objet. Il a été élu conseiller municipal de la majorité de gauche en 2008, dans un contexte d'ouverture des listes à la « diversité »⁶.

De nos jours, comme dans les années 60, la vie pavillonnaire ne signifie donc pas nécessairement repli sur soi, conservatisme et individualisme, contrairement à la représentation dominante. Toutefois, ces formes de mobilisation locale ne parviennent plus autant que par le passé à construire une appartenance commune au-delà des différences, faute de rencontrer une offre politique partisane adéquate.

Marie Cartier est maître de conférences en sociologie à l'université de Nantes. Ses recherches menées au sein du Centre nantais de sociologie portent sur la sociologie du travail et des classes sociales. Elle a notamment publié *Les facteurs et leurs tournées. Un service public au quotidien* (La Découverte, 2003).

Isabelle Coutant est sociologue, chargée de recherches à l'IRIS (Institut de recherche interdisciplinaire sur les enjeux sociaux – CNRS). Ses recherches portent principalement sur les relations entre jeunesse populaire et institutions (justice, travail social, psychiatrie). Elle est notamment l'auteur de *Politiques du squat* (La Dispute, 2000) et de *Délit de jeunesse* (La Découverte, 2005).

⁶ Voir sur ce point M. Cartier, I. Coutant, O. Masclat et Y. Siblot. 2010. « Promotion et marginalisation des candidats de la « diversité » dans une commune de la banlieue parisienne », *Politix*, n° 91, p. 179-205.

Olivier Masclet est maître de conférences en sociologie à l'université Paris-Descartes et chercheur au Cerlis (Centre de recherche sur les liens sociaux – CNRS). Il est l'auteur de *La gauche et les cités, enquête sur un rendez-vous manqué* (Paris : La Dispute, 2006) et d'un ouvrage (à paraître chez Armand Colin, Collection 128) sur la discrimination raciale et la diversité.

Yasmine Siblot est maître de conférences en sociologie à l'université Paris-1 et chercheuse à l'IDHE (Institutions et dynamiques historiques de l'économie – CNRS). Elle travaille sur les transformations et la politisation des classes populaires et a publié *Faire valoir ses droits au quotidien. Les services publics dans les quartiers populaires* (Presses de Sciences Po, 2006).

Pour citer cet article :

Marie Cartier, Isabelle Coutant, Olivier Masclet & Yasmine Siblot, « Les petits pavillonnaires : perdus pour la gauche ? », *Métropolitiques*, 21 mars 2012.
URL : <http://www.metropolitiques.eu/Les-petits-pavillonnaires-perdus.html>.